

EFFETS DE SERRE



LE CAPITALISME À L'ASSAUT DES FORÊTS

«Des sociétés spécialisées sont en train de se créer pour acheter des morceaux de forêts dans les pays du Sud et les revendre dans les pays du Nord à des entreprises qui souhaitent compenser leurs émissions de gaz à effet de serre», dénonce Sylvain Angerand, chargé des «campagnes forêts» pour les Amis de la Terre.

La réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD) est un outil de lutte contre le changement climatique.

LA pratique, qui consiste à se porter propriétaire d'espaces forestiers pour compenser les émissions de gaz carbonique de la production industrielle, est appréciée par les grands groupes mondiaux et notamment

européens. Cette pratique de «compensations» évitera des investissements coûteux pour transformer les méthodes de production gourmandes en énergies fossiles.

L'Europe et son président (N. Sarkozy), encore pour un mois, pourront ainsi s'afficher

comme de «bons élèves» du protocole de Kyoto sans trop de changement. Le problème est de savoir qui a le droit de vendre des crédits de carbone forestiers. En effet, aujourd'hui, l'essentiel des forêts tropicales visées par ces achats fait partie du domaine public de pays du Sud.

Les droits fonciers ne sont pas clairs.

Bientôt, les grandes compagnies des pays industrialisés deviendront ainsi propriétaires de «poumons» de la planète.

Elles pourront, pour entretenir ces espaces forestiers, en exploiter une partie et replanter de nou-

veaux arbres, éventuellement plus productifs !

Où comment faire des profits supplémentaires avec les «compensations carbone» sans rien changer aux émissions de CO₂ dues au mode de production qui vise le profit à court terme.

A.C.

HYPOCRISIES EUROPÉENNES

LA Commission européenne a annoncé sa volonté de porter à 20 % la part des énergies renouvelables dans sa consommation d'ici à 2020. Pour parvenir à cet objectif, il est proposé que la part des agrocarburants passe à 10 % des carburants utilisés dans les transports routiers au lieu de 3 % actuellement. Notre président, intarissable «Monsieur Plus», veut même «mieux faire». Il est vrai que, la France, si elle veut atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés, ne peut guère compter sur une modification de sa production d'électricité pour baisser ses émissions de gaz à effet de serre.

«Biocarburants ?»

Notons, au passage, que le terme «agrocarburants» a enfin remplacé l'abusif et démagogique «biocarburants». Certes éthanol, diester et autres carburants sont d'origine végétale, donc du vivant. Ils peuvent mériter à ce titre le préfixe «bio». Mais aujourd'hui l'épithète bio est communément admis pour qualifier des produits agricoles issus de filières qui n'utilisent pas de pesticides, d'herbicides et autres intrants artificiels. Dans le cas des carburants fabriqués à partir de la canne à sucre, de la betterave, du maïs, du soja, on est bien loin d'une

production agricole respectueuse de l'environnement. On peut même affirmer que l'agriculture intensive à l'origine de ces «produits» est à l'exact opposé du «bio».

Pour atteindre les objectifs du protocole de Kyoto concernant la baisse des émissions de gaz à effet de serre, certains pays européens se sont engagés dans une politique d'importation de carburants d'origine végétale en provenance notamment du Brésil et d'Argentine. La montée en puissance de ces importations contribuera encore à «augmenter les pressions sur les forêts primaires, l'insécurité alimentaire et les conflits sociaux», selon l'association des «Amis de la Terre».

La pression est déjà forte pourtant. Elle exprime comment le mode de production capitaliste spolie les peuples de la planète, en particulier par l'industrialisation d'une production agricole tournée vers l'exportation.

Une part importante de la nourriture du bétail élevé en Europe ou aux Etats-Unis est fournie par des tourteaux de soja importés du Brésil ou d'Argentine.

«Chaque année, l'Europe utilise 16 millions d'hectares pour produire des denrées agricoles nécessaires à l'approvisionnement de ses usines de biocarburants et nourrir le bétail consommé par sa population. Mais seules 13 % de ces surfaces sont situées sur son territoire», rap-

pellent les Amis de la Terre dans une étude rendue publique le 28 novembre dernier.

La culture du soja a été, au cours des dernières décennies, un des principaux facteurs de la déforestation. Les agronomes estiment que 16 % de la forêt amazonienne a été transformé en champ de soja.

Au Brésil, deuxième producteur mondial après les USA, le défrichage, après un léger ralentissement, a repris en 2007 avec la demande en biocarburants.

En Argentine, les surfaces dédiées aux cultures vivrières sont massivement «détournées» vers des productions agroindustrielles. Ainsi, les surfaces utilisées pour la culture du riz ont reculé de 45 %, les aires réservées au maïs sont en retrait de 26 %. Le phénomène, qui entraîne une augmentation du prix des denrées de première nécessité, est à l'origine des «émeutes de la faim» qui ont traversé les continents du Sud au cours de l'année 2008.

De plus, la majorité du soja cultivé est issue d'une

semence génétiquement modifiée. «Cette semence a développé une résistance aux herbicides, si bien que les exploitants déversent de plus en plus de produits chimiques dans leurs champs», souligne un agronome brésilien.

Les «prélèvements» de terre agricole par l'Union européenne dans les pays du Sud pour assurer certains de ses besoins lui permettent de s'afficher comme un «bon élève» soucieux de l'environnement.

Il s'agit d'une double hypocrisie !

La France, comme d'autres membres de l'UE, peut à bon compte prolonger son «moratoire

sur les OGM» si cher à certains de nos fervents écologistes tout en continuant à importer massivement du soja OGM pour améliorer la «productivité» de sa filière bovine.

L'Union Européenne peut, grâce à des importations de carburants d'origine végétale, proclamer son respect du protocole de Kyoto en raison de l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans sa consommation, tout en contribuant à la déforestation massive des zones tropicales à l'origine de 18 % des émissions de gaz à effet de serre. Il est facile de donner des leçons au Monde en se défaussant de ses responsabilités sur d'autres pays, en particulier si la voix de ceux-ci est faible !

